

# CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 17

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

55<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 2-4 dicembre 2008)

Raccomandazione n. 830 <sup>(1)</sup>

Sul MUSIS (Sistema Multinazionale Europeo di Osservazione della Terra):  
la cooperazione spaziale europea per la sicurezza e la difesa <sup>(2)</sup>

*Trasmessa il 31 dicembre 2008*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Soulignant que dans un environnement stratégique marqué plus que jamais par l'instabilité, l'inattendu et la prolifération des risques et des menaces, l'observation de la planète est indispensable à des fins de sécurité et de défense;

(ii) Constatant que l'espace constitue véritablement un champ d'action irrem-

plaçable pour des systèmes de sécurité et de défense dans toute la gamme des opérations ou interventions, qu'elles soient humanitaires, d'évacuation de ressortissants, de prévention des conflits, de maintien ou de rétablissement de la paix;

(iii) Considérant que dans le cadre de la prévention des crises, la collecte d'informations est fondamentale pour avoir sa propre analyse de la situation et décider des actions à conduire, et que l'espace constitue un moyen unique de par sa discrétion, sa rapidité, son caractère non intrusif et global, et sa capacité de couvrir toute la planète de façon répétitive;

<sup>(1)</sup> Adoptée par l'Assemblée le 3 décembre 2008, au cours de sa 3<sup>ème</sup> séance plénière.

<sup>(2)</sup> Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission technique et aérospatiale par Mme Rodoula Zissi, rapporteure (Grèce, Groupe socialiste), Document 2025.

(iv) Convaincue que les instruments spatiaux, bien supérieurs aux moyens terrestres ou aériens en raison de leur disponibilité quasi permanente, contribuent à trouver des solutions fiables et indépendantes pour la maîtrise de l'information;

(v) Consciente que la maîtrise de l'espace prend incontestablement l'allure d'une course aux armements encore plus rapide que celles vécues durant la guerre froide, avec plusieurs protagonistes en lieu et place des deux blocs Est-Ouest;

(vi) Se félicitant de la coopération décidée par plusieurs pays européens concernant le programme satellitaire militaire Hélios I et II, fondée sur une exploitation en commun de ce système et dont le fonctionnement, bien que complexe, a montré son efficacité;

(vii) Rappelant la réflexion engagée entre l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France qui a débouché en 2001 sur la rédaction d'un document majeur traitant des besoins opérationnels communs (BOC) pour un système global européen d'observation par satellite à des fins de sécurité et de défense, et que la Belgique et la Grèce ont adhéré par la suite à ce document;

(viii) Saluant également d'autres coopérations européennes comme l'Accord de Schwerin entre l'Allemagne et la France sur un échange de droits de programmation entre le système radar SAR-Lupe allemand et le système optique Hélios II et l'accord italo-français sur le système ORFEO (avec la composante radar italienne COSMO-SkyMed et l'optique française Pléiades);

(ix) Se félicitant de la décision prise par les six pays signataires du BOC le 13 décembre 2006 de lancer les études pour la réalisation en commun d'un futur système d'imagerie spatiale à des fins de sécurité et de défense dénommé MUSIS (Système multinational d'imagerie spatiale pour la surveillance, la reconnaissance et l'observation);

(x) Soulignant que ce programme gouvernemental vise à harmoniser efficacement les futurs systèmes d'observation optique et radar, et qu'il a par conséquent pour objet de remplacer à terme l'ensemble des composantes militaires ou duales existantes et en cours de réalisation;

(xi) Considérant que le point focal de ce projet est de dépasser le simple échange d'images de renseignement militaires entre les Etats européens comme tel est le cas actuellement et de donner ainsi aux utilisateurs de ces pays le libre accès à l'ensemble des ressources spatiales qui seront disponibles de manière transparente et cohérente;

(xii) Constatant que l'établissement d'une coopération effective dans un domaine aussi sensible que celui du renseignement militaire n'est pas un exercice aisé;

(xiii) Rappelant que le Centre satellitaire de l'UE à Torrejón, Madrid, recueille des images satellitaires, les exploite puis produit des informations tirées de ces dernières, et que ce travail d'interprétation constitue sa tâche la plus importante et la plus difficile;

(xiv) Soulignant que les différentes missions qui lui sont confiées, dont le maintien de la paix et le soutien humanitaire, occupent une place majeure et que la vérification des traités, la maîtrise des armements et la lutte contre la prolifération des armements sont également prioritaires;

(xv) Notant que ce travail indispensable de renseignement a pour finalité de soutenir le processus de prise de décision de l'Union européenne dans le cadre de la PESC/PESD;

(xvi) Considérant qu'en raison de la variété des écueils, le projet MUSIS constitue un réel défi pour les pays participants car qu'il s'agisse de difficultés financières, industrielles, technologiques, politiques ou de calendrier, les Etats devront afficher leur volonté de parvenir à

concrétiser ce projet capital pour notre avenir;

(*xvii*) Soulignant qu'en ce qui concerne les échéances, MUSIS devrait être prêt à la date prévue, car sinon, ce sont les forces sur les théâtres d'opérations qui risquent d'en subir les conséquences, et qu'il faut à tout prix éviter une panne de capacités;

(*xviii*) Constatant que tous les Etats de l'UE pourraient être intéressés à avoir accès à des imageries stratégiques mais qu'il n'est pas évident que tous soient prêts à y participer financièrement;

(*xix*) Considérant d'ailleurs qu'une éventuelle entrée dans ce projet de nouveaux Etats est actuellement presque impossible car il faudrait revoir l'évaluation des besoins de ces Etats, ce qui engendrerait encore une période de négociations et donc de retard dans la réalisation du projet;

(*xx*) Consciente qu'il n'existe pas aujourd'hui en Europe véritablement d'outils pour gérer des programmes spatiaux militaires, ni d'équivalent de l'Agence spatiale européenne pour le secteur militaire;

(*xxi*) Notant que pour le programme MUSIS, une coopération classique impliquant un fort degré d'intégration entre les Etats s'avère très difficile du fait de la spécialisation de chacun dans un secteur bien précis;

(*xxii*) Prenant acte que les Etats ont tenté de parvenir à un compromis, et que deux études ont été lancées, la première, sur l'architecture spatiale, qui est terminée, et la seconde sur le segment sol qui devrait s'achever à la fin de l'année;

(*xxiii*) Soulignant qu'un débat se déroule actuellement concernant le transfert de MUSIS à l'Agence européenne de défense (AED), mais qu'il est clair que l'Agence n'a pas les moyens à l'heure actuelle de gérer un tel projet;

(*xxiv*) Considérant néanmoins que l'AED a un rôle à jouer même s'il s'agit d'un projet intergouvernemental, celui de prendre en charge le développement de la partie commune, le segment sol, et qu'elle pourra toujours promouvoir plus de transparence et encourager davantage le partage de ressources et d'informations, ce qui lui permettra de s'affirmer comme un véritable moteur de la coopération européenne,

RECOMMANDE AU CONSEIL DE L'UEO ET DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, et notamment aux six pays participant au projet MUSIS,

1. De faire en sorte que le Centre satellitaire de l'Union européenne puisse avoir accès à l'imagerie radar haute résolution et que le moment venu, des protocoles d'accord soient signés avec l'Allemagne et l'Italie pour permettre au Centre d'exploiter l'imagerie satellite fournie par SAR-Lupe et COSMO-SkyMed, en tenant compte de la nécessité pour le Centre de surmonter les difficultés liées à la fusion des pixels, et aussi d'augmenter le nombre des analystes chargés de l'interprétation des images recueillies;

2. De doter le Centre d'un budget suffisant pour faire face à ces enjeux en estimant qu'une augmentation d'environ 20% de son budget actuel (15 millions d'euros) devrait permettrait de multiplier par deux sa capacité;

3. De veiller au respect du projet de consacrer 40% du budget du segment sol contre 60% pour l'architecture spatiale étant donné que les satellites les plus performants ne servent à rien si le segment sol n'est pas en mesure de recevoir les images;

4. De s'assurer que toute éventuelle adhésion d'un nouveau pays au programme MUSIS n'entraîne en aucun cas

le moindre retard dans la réalisation du projet, étant entendu que les pays éventuellement intéressés devront accepter que les modalités de coopération soient définies à un stade ultérieur du programme;

5. D'attirer l'attention des Etats participant au programme MUSIS sur le fait que la coopération spatiale militaire européenne est devenue inéluctable même si, devant les problèmes politiques, financiers et industriels qu'un tel projet comporte,

les réserves des Etats sont parfaitement compréhensibles;

6. De placer la coopération autour de ce projet, axée en priorité sur le segment sol, sous l'égide de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR), en relation avec l'AED qui pourrait prendre en charge le développement de la partie commune de MUSIS et l'élargissement du projet à d'autres partenaires européens selon des accords à préciser.

**N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione 830 <sup>(1)</sup>

Sul MUSIS (Sistema Multinazionale Europeo di Osservazione della Terra):  
la cooperazione spaziale europea per la sicurezza e la difesa <sup>(2)</sup>

L'ASSEMBLEA,

(i) Sottolineando che in un ambiente geostrategico segnato più che mai da instabilità, imprevedibilità e dalla proliferazione di rischi e minacce, l'osservazione della terra è diventata indispensabile per la sicurezza e la difesa;

(ii) Constatando che lo spazio è un campo di azione vitale per i sistemi di sicurezza e difesa nell'intera gamma delle operazioni, siano esse missioni umanitarie e di soccorso, prevenzione dei conflitti, missioni di ristabilimento e mantenimento della pace;

(iii) Considerando che, nell'ambito della prevenzione della crisi, la raccolta di informazioni è essenziale per un'analisi indipendente della situazione e per decidere un piano d'azione e che lo spazio offre possibilità uniche in termini di discrezione, risposta rapida e non-intrusiva, nonché per una copertura globale su base ripetitiva;

(iv) Convinta che le risorse spaziali – di gran lunga superiori alle risorse di terra

o di aria, data la loro disponibilità semi-permanente – offrono soluzioni pratiche, affidabili e indipendenti per il controllo delle informazioni;

(v) Consapevole che il controllo dello spazio assomiglia sempre più ad una corsa agli armamenti che avviene con una rapidità notevolmente maggiore rispetto a quella vissuta durante la guerra fredda e che coinvolge numerosi giocatori rispetto ai due blocchi Est-Ovest;

(vi) Accogliendo con favore la cooperazione tra vari paesi europei sui programmi satellitari militari Helios 1 e 2, basati sul comune funzionamento del sistema, che malgrado la complessità si è dimostrato efficace;

(vii) Ricordando l'importante processo di riflessione condotto da Francia, Germania, Italia e Spagna, che nel 2001 portò alla stesura di un documento chiave sui fabbisogni operativi comuni (COR) per un sistema globale europeo di osservazione satellitare per scopi di sicurezza e difesa, sottoscritto in seguito anche da Belgio e Grecia;

(viii) Accogliendo con favore altri accordi europei di cooperazione come l'Accordo Schwerin tra Francia e Germania su uno scambio di diritti di programmazione tra il sistema radar Sar-Lupe e Helios 2 e l'Accordo ORFEO che coinvolge la com-

<sup>(1)</sup> Adottata dall'Assemblea il 3 dicembre 2008 nella terza seduta.

<sup>(2)</sup> Motivazione: cfr. la relazione presentata a nome della Commissione Tecnica e Aerospaziale dall'on. Zissi, Relatrice (Grecia, Gruppo Socialista), Documento 2025.

ponente radar italiana COSMO-SkyMed e il sistema ottico francese Pleiades;

(ix) Accogliendo con favore anche la decisione del 13 dicembre 2006 da parte dei sei firmatari al COR per avviare studi su un programma comune di osservazione spaziale per scopi di sicurezza e difesa chiamato MUSIS (Sistema Multinazionale Europeo di Osservazione della Terra per sorveglianza, ricognizione e osservazione);

(x) Sottolineando che lo scopo di questo programma governativo è quello di armonizzare efficacemente i futuri sistemi di osservazione ottici e radar e che infine, quindi, esso sostituirà tutte le componenti militari esistenti o in corso di realizzazione;

(xi) Considerando che il fulcro di questo programma è quello di superare il semplice scambio di immagini di informazione militare che esiste attualmente tra gli stati europei e di dare agli utenti dei sei paesi libero accesso a tutte le risorse spaziali e renderle disponibili in modo trasparente e coerente;

(xii) Constatando che organizzare una cooperazione efficace in un campo sensibile come quello dell'informazione militare non è un'impresa facile;

(xiii) Ricordando che il Centro Satellitare dell'UE a Torrejón, Madrid, riceve ed elabora immagini satellitari per produrre dati e che questo processo di interpretazione è il compito più importante e più difficile;

(xiv) Sottolineando che le varie missioni del Centro Satellitare, tra le quali il mantenimento della pace e il sostegno umanitario svolgono un ruolo prominente, ma anche la verifica dei trattati, il controllo degli armamenti e i compiti anti-proliferazione sono ugualmente prioritari;

(xv) Osservando che lo scopo di questo essenziale lavoro di intelligence è quello di sostenere il processo decisionale dell'Unione Europea nel campo della PESC e della PESD;

(xvi) Considerando che il progetto MUSIS, date le varie difficoltà che comporta, rappresenta una vera sfida per gli stati coinvolti e che in relazione agli aspetti finanziari, industriali, tecnologici, politici o temporali, questi paesi devono mostrare una risoluta determinazione in modo da portare alla realizzazione questo progetto, tanto cruciale per il nostro futuro;

(xvii) Sottolineando che, per quanto riguarda gli aspetti temporali, il MUSIS deve essere pronto in tempo, altrimenti le forze nei teatri delle operazioni ne subiranno le conseguenze, e che la discontinuità nell'area delle capacità deve essere evitata a tutti i costi;

(xviii) Constatando che tutti gli stati UE potrebbero essere interessati ad avere accesso alle immagini strategiche ma che non tutti possono essere preparati a parteciparvi finanziariamente;

(xix) Considerando che al momento è quasi impossibile per altri stati membri unirsi al progetto, poiché sarebbe necessario esaminare il loro fabbisogno, il che porterebbe ad altre trattative e quindi ritarderebbe ulteriormente il progetto;

(xx) Consapevole che all'Europa attualmente mancano veri strumenti per gestire i programmi militari spaziali e che non esiste un equivalente dell'Agenzia Spaziale Europea per il settore militare;

(xxi) Osservando che il tradizionale tipo di cooperazione che implica un alto livello di integrazione tra gli stati coinvolti è difficile per il progetto MUSIS data la specializzazione di ogni paese in un preciso settore;

(xxii) Prendendo atto del fatto che gli stati membri, nello sforzo di raggiungere un compromesso, hanno varato due studi, uno sull'architettura spaziale, che è stato completato, e l'altro sul segmento terrestre, che deve essere concluso entro la fine dell'anno;

(xxiii) Sottolineando che è attualmente in corso un dibattito su un possibile

trasferimento del MUSIS all'Agenzia Europea per la Difesa (EDA), ma che l'EDA non ha al momento le risorse necessarie per gestire tale progetto;

(xxiv) Considerando tuttavia che l'EDA ha un ruolo da svolgere, nonostante si tratti di un progetto intergovernativo, nell'occuparsi dello sviluppo della parte comune — il segmento terrestre — e nel promuovere maggiore trasparenza e condivisione di risorse ed informazioni, il che potrebbe essere un modo per l'EDA per affermare il suo ruolo di forza motrice della cooperazione europea,

**RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO DELL'UNIONE EUROPEA OCCIDENTALE E IL CONSIGLIO DELL'UNIONE EUROPEA** e, in particolare, i sei paesi che partecipano al progetto MUSIS

1. Si assicurino, per dare al Centro Satellitare UE accesso alle immagini radar ad alta risoluzione di cui necessita, che i protocolli d'intesa (MOU) siano firmati al momento appropriato con la Germania e l'Italia per permettere al Centro di usare le immagini satellitari di SAR-Lupe e COSMO-SkyMed, ricordando che il Centro ha bisogno di superare le difficoltà legate alla fusione dei pixel e anche di aumentare il numero di esperti incaricati dell'interpretazione delle immagini;

2. Dotino, a tal fine, il Centro di un bilancio sufficiente, ritenendo che un aumento del 20% del bilancio attuale (di 15

milioni di euro) dovrebbe bastare a permettergli di raddoppiare la sua capacità;

3. Prestino attenzione affinché venga rispettata l'attuale intenzione di destinare il 40% del bilancio del MUSIS al segmento terrestre e il 60% al segmento spaziale, sapendo che anche la migliore architettura satellitare è inutile senza un segmento terrestre in grado di ricevere le immagini in maniera ugualmente efficace;

4. Si assicurino che il progetto MUSIS non venga in nessuna circostanza ritardato dall'eventuale adesione di nuovi partecipanti, pur restando inteso che ogni paese interessato potrà cooperare secondo modalità che verranno definite in una fase successiva del programma;

5. Attirino l'attenzione degli Stati che partecipano al MUSIS sul fatto che la cooperazione spaziale militare europea è l'unica strada percorribile, anche se gli stati membri sono comprensibilmente preoccupati riguardo alle difficoltà politiche, finanziarie e industriali che tale progetto può comportare;

6. Pongano la cooperazione per questo progetto, che deve essenzialmente avvenire sul segmento terrestre, sotto l'egida dell'OCCAR (Organizzazione congiunta per la cooperazione in materia di armamenti) in collaborazione con l'Agenzia Europea per la Difesa, che potrebbe occuparsi dello sviluppo della parte comune del MUSIS e dell'allargamento del progetto ad altri partner europei sulla base degli accordi da definirsi.